



J'aime mieux tomber d'en haut que voler bas. Ronsard

semaine 05 - 2019

Du 28/01 au 3/02

2019 sera une année où de plus en plus de gens mettront un gilet jaune

Paul Polman, patron d'Unilever

Laisser mourir l'Humanité reviendrait à affaiblir la presse de qualité

Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité

Il faut que les policiers se servent de leurs armes une bonne foi pour toutes, maintenant ça suffit !

Luc Ferry, ex-ministre

A 90 ans, mon père veut toujours faire un dernier tour de piste, choisir les personnes à investir. Il est impératif de dire stop. Zéro. Rien.

Marine Le Pen





Politique

Pour sa onzième journée de manifestation, samedi 26/01, les gilets jaunes ont réunis 69 000 personnes à en croire le ministère de l'Intérieur qui sous-évalue évidemment les gilets jaunes qui, une fois de plus, ont manifesté dans toute la France.

A Paris, Jérôme Rodrigues, proche de l'autre figure emblématique Eric Drouet, a été grièvement blessé à l'œil samedi 26/01, vraisemblablement après un jet de grenade de désencerclement de la part des forces de l'ordre. Il filmait un groupe de forces de l'ordre quand une grenade aurait été lancée dans sa direction, puis aurait explosé à moins de cinq mètres de lui. Il ne constituait pas une menace.

Maigre réponse du berger à la bergère. 10 500 foulards rouges ont défilé à Paris pour « défendre la démocratie et les institutions » et dénoncer la violence des gilets jaunes. Sur les panneaux brandis, on peut lire : « Le débat, oui, la chienlit, non ! », « Stop aux violences. »

Décidément les Gilets jaunes donnent des idées. Dimanche 27/01 la place de la République à Paris était noire de monde. Bénévoles de Greenpeace ou du WWF, militants anticapitalistes ou simples citoyens sont venus défendre le climat... A Lyon, Montpellier, Strasbourg ou Marseille, d'autres rassemblements étaient organisés mais de moindre importance.

Samedi 26/01, une centaine de délégations des gilets jaunes venues de toute la France se sont réunies dans la Meuse pour définir un cahier de revendications générales. Tous se sont posés la question de savoir quelle était leur légitimité. *« Il y a une telle méfiance, on a peur de trahir et d'être assimilé à ce qu'on combat : ce député à qui on délègue notre vote et qui une fois à l'Assemblée agit sans jamais nous consulter. »*

De prise de parole en prise de parole, une issue a semblé acceptable : pas de représentant, mais un appel, voté par l'assemblée des assemblées, qui sera soumis dans un second temps aux groupes locaux et signé par ceux qui s'y reconnaîtront. Une quinzaine de personnes a travaillé dessus plusieurs heures, avant qu'il soit soumis aux amendements puis au vote. Il a été adopté dimanche après-midi.

Ils appellent *« chacun »*, *« avec ses moyens, à sa mesure »*, à les rejoindre. Et relaient l'appel à la grève déjà lancé pour le 5 février. Une nouvelle *« assemblée des assemblées »* est prévue dans deux mois, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) cette fois.

Cinq jours seulement après le lancement d'une liste Gilets jaunes aux européennes, le directeur de campagne, Hayk Shahinyan, et Marc Doyer, critiqué pour son passé de Marche, ont annoncé leur retrait.

Le président de la LICRA, Mario Stasi, est en plein délire, voit rouge et rit jaune. *« Tous les "gilets jaunes" ne sont pas antisémites et racistes, mais assurément tous les racistes et les antisémites ont décidé depuis la fin de l'année 2018 de porter le "gilet jaune" et de détourner ce mouvement social contre la République et ses valeurs »*, assure-t-il. Le contraire nous eût étonné !

A l'antenne de RTL mardi matin 29/02, le polémiste Eric Zemmour a évoqué la liste gilets jaunes aux élections européennes, avec Ingrid Levavasseur, l'accusant d'être une combine entre Bernard Tapie et Emmanuel Macron.

Du toujours à côté de ses pompes, Bernard-Henri Lévy : *« Je sais ce que c'est la différence entre un mouvement social qui est porté par une espérance, qui est porté par une colère vraie, qui est portée par des vrais projets. Et une colère qui ne veut rien d'autre que le rien, que la haine, que la destruction. »*

Jacline Mouraud, figure des "gilets jaunes", a annoncé dimanche 27/01 à Orléans la fondation du parti "Les Emergents", avec la volonté affichée de faire de la politique autrement. *« On souhaite refaire de la politique avec du coeur et de l'empathie, aujourd'hui c'est le règne de l'argent. On veut tenir compte de tout le monde en oeuvrant pour une meilleure répartition des richesses »*. Comme tout le monde, ma poule !

À quinze mois des élections municipales de 2020, 49 % des maires n'ont *« certainement pas »* ou *« probablement pas »* l'intention de solliciter un nouveau mandat. C'est le résultat d'un sondage de l'Ifop pour le groupe LR au Sénat.

Une plainte pour *« escroquerie »* et *« abus de confiance »* visant Renaud Muselier a été déposée auprès du Procureur de la République de Marseille, par le syndicat France Police – Policiers en colère. Cela concerne la cagnotte de soutien aux forces de l'ordre initiée par Muselier.

Le secrétaire général du syndicat, Michel Thooris, précise : « *Cet argent va finir dans les caisses d'une association loi 1901 qui a sa personnalité civile propre et qui n'est donc pas par conséquent « les forces de l'ordre » comme le fait croire monsieur Muselier au grand public* ».

Sophie de Menthon n'a pas tort. « *Nous allons mourir asphyxiés par la maladie nationale de la complexité. Nos problèmes viennent de là, et personne ne s'y attaque réellement. Nous inventons des usines à gaz à la moindre occasion, incapables de mettre en application des décisions simples.*

La mise en place du « grand débat » confirme ce vertige collectif : process, contrôles, groupes de travail, commissions, comité contrôlant les commissions, contrôleurs de synthèses des synthèses... Les décisions se diluent, les conclusions s'étiolent. »

Un sondage de *Challenges* sur le moral des Français révèle que 12% estiment que la vie des futures générations sera meilleure, 60% se disent prêts à travailler plus pour évoluer professionnellement, 95% considèrent que la richesse commence à 4000 € nets mensuels pour un couple avec deux enfants, 82% plébiscitent la vie de famille et la vie de couple comme accès au bonheur devant la santé 81% et le temps libre 53%.

A la suite de l'annonce du retrait des troupes américaines en Syrie, le Quai d'Orsay envisage de rapatrier les combattants islamistes français et leurs proches. Soit environ 120 personnes dont une majorité d'enfants.

Depuis quelque temps, les autorités kurdes ne cessent de répéter qu'elles n'ont pas vocation à garder les jihadistes étrangers sur leur territoire et qu'ils doivent être renvoyés dans leurs pays d'origine.

Environ 900 combattants, 400 à 500 femmes et plus de 1 000 enfants, originaires de 44 pays, étaient alors détenus par les forces kurdes, selon Abdulkarim Omar, responsable des relations extérieures de la Syrie du Nord.

Elysée

Comment Macron peut-il faire tirer sur les Français factieux coupable de réclamer sa démission, et louer « *le courage des centaines de milliers de Vénézuéliens qui marchent pour leur liberté face à l'élection illégitime de Nicolás Maduro* » et assurer que « *l'Europe soutient la restauration de la démocratie* » incarnée par Juan Guaidó qui s'est autoproclamé président au risque d'une guerre civile ?

L'invitation à déjeuner à l'Elysée de Carla Sarkozy et de Valérie Trierweiler par Brigitte Macron, n'est jamais qu'une vacherie à l'égard de Hollande qui avait traité son président de mari de « *petit garçon détruisant son jouet* ».

En visite au Caire (Egypte) Emmanuel Macron a affirmé qu'il tirerait « *des conséquences profondes* » du grand débat, qui ne se traduiront pas seulement par des « *mesures techniques* ». Il a par ailleurs assuré qu'il ne répondrait pas aux critiques des dirigeants italiens sur la France car elles n'ont « *aucun intérêt* ».

Suite au retrait américain, Emmanuel Macron s'apprête finalement à renforcer les moyens militaires dans la zone irako-syrienne. Outre des militaires, l'envoi de matériel lourd à fort potentiel d'exportation à destination des pays concernés.

Gouvernement

«*Nous sommes en train de mettre en place un mécanisme de financement spécifique permettant d'éviter d'être soumis totalement à l'extraterritorialité des mesures de sanction mises en œuvre par les Etats-Unis*», a déclaré Jean-Yves Le Drian lors d'une audition devant la Commission des Affaires étrangères au Sénat.

Marlène Schiappa a fait sensation en animant une émission sur C8 (groupe Bolloré) avec l'animateur Cyril Hanouna sur les thèmes du grand débat macronien. Une journaliste des *Echos* s'est glissée dans l'assistance et a noté l'agacement de certains spectateurs de ne pas pouvoir prendre la parole. En effet, une pré-sélection avait été effectuée par la chaîne avec ceux qui avaient le profil et les autres.

Agnès Buzyn devrait présenter au conseil des ministres du 13 février prochain son projet de loi santé qui devrait remodeler la carte hospitalière, réorganiser les soins de proximité et mettre fin au fameux « *numerus clausus* ».

Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Laurent Nuñez, a affirmé lundi 28/02 lors d'un déplacement dans l'Yonne que les forces de l'ordre allaient « *continuer à utiliser* » le controversé lanceur de balles de défense (LBD), assurant que l'usage des « *armes intermédiaires* » est « *proportionné*».

Adrien Taquet, 42 ans, député LREM et proche d'Emmanuel Macron a fait son entrée au gouvernement comme secrétaire d'Etat à la Protection de l'enfance auprès du ministre de la Santé, Agnès Buzyn.

Des stagiaires viennent remplacer les anciens chargés de mission dans l'entourage direct des ministres, qui tentent de compenser ainsi la limitation de leurs effectifs imposée par Emmanuel Macron. Le chef de cabinet de Mounir Mahjoubi proposait ainsi un poste de stagiaire rémunéré 577 euros par mois. D'autres proposent un Smic.

Edouard Philippe, à l'image de son patron, avait décidé d'aller au charbon. Et d'écouter les doléances de la France d'en bas à Sartrouville chez un proche, le député Yaël Braun-Pivet. Copieusement hué lors de son entrée et de sa sortie de la « *salle des doléances* » de la mairie de Sartrouville, Philippe a ensuite publié sur son compte Twitter une vidéo promotionnelle soigneusement édulcorée.

Institutions

La majorité d'Anne Hidalgo serait-elle en train d'exploser ? En tout cas, la crise est ouverte. L'annonce de la maire (PS) de Paris de créer une police municipale pour la capitale est vécue comme un « *coup de canif* » donné dans le contrat de majorité.

Comme pour donner un gage à sa majorité, très crispée sur le sujet, Anne Hidalgo a décidé que cette police parisienne ne serait pas dotée d'armes létales mais équipée de matraques et de bombes lacrymogènes. « *Certains agents de la ville ont déjà cet équipement* », souligne Nicolas Bonnet, président du groupe communiste. Ecran de fumée lancé à un an des municipales répondent ses adversaires.

La majorité LREM-MoDem a « *neutralisé* », en Commission des lois, les deux propositions de loi tendant à indemniser les victimes des pesticides, portées par les députés PS dans leur « *niche* » parlementaire.

L'Assemblée nationale a voté la fusion de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) afin de créer le futur Office français de la biodiversité en janvier 2020. Le texte doit être soumis au Sénat.

A la suite de la nomination d'Adrien Taquet, député (REM) des Hauts-de-Seine comme secrétaire d'Etat chargé de la protection de l'enfance, Bénédicte Petelle, 47 ans, enseignante, suppléante d'Adrien Taquet depuis 2017, devrait faire son entrée à l'Assemblée nationale. Membre du Secours catholique, elle est aussi très investie pour l'accueil des migrants.

Les cinq « garants » désignés pour garantir l'"indépendance" du grand débat national ont formulé dans un communiqué leurs premières recommandations. Ils souhaitent que « toutes les contributions émises dans le cadre du grand débat, quelles que soient leurs origines (restitutions des réunions d'initiative locale, contributions individuelles, cahiers citoyens...) convergent vers le site et soient mises en ligne ».

Les garants recommandent aussi d'ouvrir « une nouvelle rubrique pour accueillir les contributions libres quel que soit le thème, au-delà des réponses aux questions » et d « assurer un vrai pluralisme des sources d'information sous-jacentes à chaque thématique ».

La loi anti-casseur a connu de notables résistances. Mais les députés ont fini par se mettre d'accord sur : création d'un « délit de dissimulation de visage », l'instauration du principe du « casseur-payeur » et surtout la possibilité pour les préfets (et non les juges) de prononcer de manière préventive des interdictions de manifester pour des individus.

Divers

A Davos, il a été aussi question, outre des conséquences du réchauffement climatique, de la quatrième révolution industrielle : « *L'automatisation (robots divers et variés) se substituant à la main d'œuvre dans l'ensemble de l'économie, le remplacement pur et simple des travailleurs par des machines pourrait accentuer l'écart entre le rendement du capital et celui du travail.* »

Autrement dit une augmentation en flèche des inégalités entre les détenteurs du capital et ceux qui ne peuvent offrir que leur force de travail. L'hôte des élites politiques et économiques mondiale, Klaus Schwab, va jusqu'à prophétiser : « *Sous sa forme la plus noire et la plus déshumanisée, la Quatrième révolution industrielle a le potentiel de "robotiser" l'humanité et de nous déposséder de notre cœur et de notre âme.* » En parler aux gilets jaunes !

Le possible retour de Gaspard Gantzer à l'Élysée est un fake news. « *Si mon nom circule pour une mauvaise raison, je pense que c'est celle-ci : ils n'ont strictement personne !* » Voilà, au moins, de quoi remettre les points sur les « i ».

Jean, duc de Vendôme et héritier de son père, le comte de Paris récemment décédé, a déjà hérité directement de son grand-père du seul bien foncier important détenu par la famille d'Orléans, les 2 500 hectares de la forêt du Nouvion-en-Thiérache, qui offre un très bon rendement et qui a été totalement replantée depuis 1963.

Jean-Dominique Senard, nouveau patron de Renault, se trouve être le cousin germain d'Henri de Castries. Sa femme, Hélène d'Harcourt, est la fille de Solange de Chevigné. Quant

à l'ancien patron d'Axa, il est le fils de Gisèle de Chevigné. Toutes les deux sont les deux filles de Pierre de Chevigné, plusieurs fois ministre sous la 4^{ème} république.

Désaccord syndical. Philippe Martinez, patron de la CGT estime que Laurent Berger, patron de la CFDT « a perdu la mémoire ». Quelques jours plus tôt, Berger avait déclaré ne pas « connaître le mot d'ordre, sur quels objectifs, avec quelles ambitions » la CGT a décidé d'appeler à la grève le 5/02. Faux, estime Martinez, précisant qu'Yves Veyrer, de FO, était aussi dans la boucle.

L'échec d'un rendez-vous de début janvier est le signe des difficultés dans lesquelles se trouve le syndicalisme français. Alors que le mouvement des « gilets jaunes » a une dimension sociale majeure, les organisations de salariés sont incapables – pour l'instant en tout cas – de trouver une voie, fût-elle étroite, d'expression commune.

Pierre Moscovici, actuel commissaire européen dont le mandat va prendre fin pourrait succéder à Didier Migaud à la Cour des comptes. Lors d'une réunion du Cercle Abravanel, un club patronal réunissant les grands donateurs du Fonds social juif, il a laissé entendre qu'il se laisserait tenté par une reconversion dans la presse.

A un an des municipales, le maire de Paris soigne ses relations avec la presse. Début janvier, Anne Hidalgo a invité à déjeuner plusieurs hauts responsables de la rédaction du *Parisien*, titre avec lequel les relations sont parfois fraîches. Elle a aussi récemment convié Nicolas Beytout, le directeur de *L'Opinion*, à prendre un café

La Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) vient d'obtenir un agrément du ministère de l'intérieur pour investir le marché, juteux, de la formation des élus. Histoire de compenser la perte de 300 000 € de subvention en 2017.

Tambouille macronésienne

A LREM c'est la confusion totale concernant la candidature des six candidats à la mairie de Paris. Lors du grand raout de lancement de la campagne Paris & Moi, lesdits candidats n'auront qu'un seul droit : celui de se taire.

D'autant que Benjamin Griveaux cristallise sur lui les critiques. Il a de surcroît la trouille de Cédric Villani et une mauvaise rumeur circule sur la possible candidature du Premier ministre, Edouard Philippe. Les autres candidats sont toutefois encore dans la course, même s'ils sont plus discrets (Renson, Mahjoubi, Bargenton et Anne Lebreton).

Jean-Yves Le Drian dont les relations avec Emmanuel Macron sont exécrables, voit son nom cité régulièrement par des proches du président de la République afin de prendre la tête de liste de La République en marche pour les européennes. Mais il est bien plus attiré par la Bretagne que par un atterrissage à Bruxelles.

Jean-Marie Girier, directeur du cabinet de M. Richard Ferrand à la présidence de l'Assemblée nationale, ancien chef de cabinet et conseiller spécial de M. Gérard Collomb place Beauvau, a été chargé de travailler à la « structuration territoriale » de La République en Marche. Il s'agit aussi de différencier la politique du parti selon les territoires.

Les députés de la majorité sont désormais conviés à des « petits déjeuners du dialogue social », moment d'échange et de pédagogie pour découvrir le monde des syndicats. Une proposition de Jean Grosset, responsable de l'Observatoire du dialogue social de la Fondation Jean-Jaurès, que le nouveau président du groupe des députés LREM, Gilles Legendre, a acceptée.

Droite

La Commission d'investiture des Républicains a nommé non pas une tête de liste mais un trio pour les européennes. Bellamy sera flanqué de deux autres candidats, Agnès Evren, proche de Péresse et chargée de la culture à la région, et Arnaud Danjean, député européen sortant et proche de Juppé. L'idée vient de Gérard Larcher, le patron franc-mac du Sénat, qui ne veut pas qu'on se focalise sur Bellamy, nettement trop conservateur à ses yeux.

Reste que le parti étant crédité de seulement 10% d'intention de vote, les places sont chères. Mais Nadine Morano, Rachida Dati et Brice Horefeux seraient en position éligible.

Chroniqueur à *Valeurs actuelles* et maître des requête au Conseil d'Etat, Jeannette Bougrab mène depuis des mois des négociations en vue d'intégrer la liste de Nicolas Dupont-Aignan aux élections européennes. Recherche casse-croûte désespérément !

Arnaud Stephan, Hautbois à l'état civil, ex-mentor de Marion Maréchal et ex-patron de la communication du magazine *L'Incorrect*, serait en passe de rejoindre Debout la France comme assistant parlementaire du député européen Bernard Monot qui avait claqué la porte du Front national en mai dernier.

Gauche

Il semblerait que rien ne va plus pour Oliier Faure, patron du squelettique PS. Le député de Seine-et-Marne ne fait toujours pas l'unanimité au sein de ses troupes. Pis ! Les langues se délient et les armes s'aiguisent. Au point que certains, dans la coulisse, n'hésitent plus désormais à évoquer « l'après-Faure ». Au cœur du sujet, l'inventaire des années Hollande. Et la liste des européennes où aucun consensus ne s'est dégagé à gauche.

La liste du PCF pour les élections européennes a été adoptée le week-end dernier lors d'une réunion au lendemain du conseil national du parti, un pas supplémentaire vers une autonomie définitive des communistes au sein d'une gauche désunie.

Clémentine Autain, quoiqu'Insoumise, n'oublie pas son passé communiste. Elle vient de lancer une lettre hebdomadaire *Le Fil* avec la députée coco des Hauts-de-Seine, Elsa Faucillon. Autain est par nature une fouteuse de merde.

Selon un parlementaire de la gauche radicale « *la structure est faite pour accueillir les communistes qui ne partagent pas la ligne du nouveau secrétaire national, Fabien Roussel, mais aussi les Insoumis abattus par le flottement interne du mouvement et les errements de ligne de Jean-Luc Mélenchon* ».

Très remonté contre l'inventaire du quinquennat de François Hollande entamé par Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Stéphane Le Foll a fait sonner la charge par l'une de ses proches, Olivia Polski. L'adjointe à la mairie de Paris a ainsi dénoncé la volonté d'alliance avec Place publique, le mouvement fondé par l'essayiste Raphaël Glucksmann.

C'est Jean-Pierre Chevènement qui a annoncé la mort de Georges Sarre à l'âge de 83 ans. Plusieurs fois député de Paris, il avait dirigé avec lui le Ceres (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste).

Société

La querelle autour des 80km/h rebondit. Le délégué interministériel à la Sécurité routière, Emmanuel Barbe, présentait le premier bilan des 80 km/h. Satisfait, car 2018 a été l'année la moins meurtrière enregistrée en métropole, avec 3 259 morts. Désolé, parce que ce « succès » ne suffira peut-être pas à sauver les 80 km/h qui font enrager élus et conducteurs. La messe n'est pas dite.

Emmanuel Macron aurait glissé à l'oreille de Laurent Wauquiez lors de leur tête-à-tête : « *Les 80 km/h, je n'y suis pour rien, c'est mon Premier ministre. C'est une connerie.* » « *Nous dénonçons l'enfumage de Laurent Wauquiez et nous démentons les propos attribués au président* », réfute l'Elysée.

Le nombre d'agriculteurs a poursuivi sa baisse en 2018, selon Mutualité sociale agricole (MSA). Le nombre de chefs d'exploitation agricole a diminué de 1 % en 2018, à 448 500. Entre 2008 et 2018, il a baissé en moyenne de 1,35 % par an.

Il y a dix ans, en 2008, la France comptait encore 514 000 agriculteurs. Cette érosion est due à l'augmentation de la taille moyenne des exploitations et à la perte de terres agricoles du fait de l'urbanisation et de l'extension des forêts.

Prostitution. A l'heure où le Conseil constitutionnel se penche sur la loi de 2016 visant à pénaliser les clients des prostituées, un sondage nous apprend que 61% des Français sont favorables à la réouverture des maisons closes pour seulement 37% contre. Mais 47% des femmes s'y opposent.

Faits divers

Il y a quelques jours, la firme britannique Marks & Spencer a retiré tous ses lots de papier toilette vert distribués en France, une cliente ayant ameuté Internet contre ce « produit immonde » dont le gaufrage lui semblait reproduire le nom sacré d'Allah. Devant lequel M&S multiplie pourtant les genuflexions en vendant des hijabs pour fillettes.

L'épouse de Jean-Marie Le Pen a été violemment agressée le 26 janvier sur un parking de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines) alors qu'elle se rendait au marché. Sortant de sa voiture, elle a été projetée au sol par son agresseur qui l'a frappée d'un coup de poing et d'un coup de casque avant de s'enfuir avec son sac à main. Deux retraits bancaires ont été effectués pour un montant de 2 410 euros.

C'est pas du Maigret. Mais un bon titre : Viol au 36 Quai des orfèvres ! Deux flics ont-ils violé une touriste dans les locaux de la PJ ? Oui répond l'avocat général Philippe Courroye qui requiert sept ans de prison à l'encontre de chacun des deux accusés. Verdict confirmé par la cour s'assises.

Immigration

La bataille pour la direction de l'Ofpra (de Protection des Réfugiés et Apatrides) se poursuit en coulisses. Pascal Brice viré, la place Beauvau songe au préfet Didier Leschi, actuel directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration. Avec pour mot d'ordre de durcir la politique de droit d'asile.

A l'issue d'un vote a peu près aussi spontané que celui désignant les « 50 personnalités préférées des Français », c'est Bilal Hassani qui a été choisi par les fidèles de France 2 pour

représenter la France à l'Eurovision. Maghrébin, homosexuel revendiqué, abusant du maquillage et des perruques, sera-t-il la Conchita Wurst hexagonal ? Bref, une vraie drag queen !

Panique le 25 janvier à bord d'un vol Orly-Tunis quand un passager tunisien a boxé le chef de cabine puis tenté de pénétrer dans le cockpit en hurlant « Allah Akbar ! », forçant le pilote à atterrir d'urgence à Nice. Finalement maîtrisé et débarqué par les gendarmes, l'énergumène a été placé dans une unité de soins psychiatriques.

L'association SOS Méditerranée, qui se targue d'avoir fait entrer 30 000 clandestins sur le sol européen depuis 2016, vient de bénéficier de « l'agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public » par arrêté du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse Jean-Michel Blanquer (*Journal officiel*, 9 janvier).

Ecologie/ Sciences

L'Autorité de sûreté nucléaire doute de la capacité d'EDF à démontrer la résistance des huit soudures présentant des défauts sur le projet de réacteur nucléaire de troisième génération (EPR) de Flamanville. Elle pourrait contraindre l'électricien à effectuer de grosses réparations. Ce dernier a repoussé à fin 2019 la mise en service du réacteur et à 2020 son raccordement au réseau.

Ouf ! La couche d'ozone exerce son effet protecteur sur la vie sur Terre en limitant son exposition aux rayons ultraviolets. Et, une fois n'est pas coutume sur le front de la protection de l'environnement, les nouvelles en la matière sont bonnes, assure un comité scientifique. Le trou se referme, à son rythme, mais de manière régulière.

L'armée américaine est en train de développer une future arme biologique d'une efficacité redoutable. D'où le cri d'alarme d'un collectif. Dans leur viseur : le programme Insect Allies développé par la Darpa (l'agence de recherche du département américain de la défense), qui envisage d'utiliser des insectes porteurs de virus pour modifier les caractéristiques génétiques de plantes.

L'histoire tragique du Titanic vous fascine ? Alors pour financer les expéditions, une société américaine baptisée OceanGate a eu une idée. En 2019, elle proposera à des touristes fortunés - parce qu'*« il y a beaucoup de gens qui ont beaucoup d'argent dans le monde »* - de s'offrir une vue imprenable sur le Titanic. Pour la modique somme de 90 000 €. L'épave gît à 3800 m de fond.

Economie

Ca fait partie de ces mystères économiques. L'usine Arjowiggins de Crèvecœur à Jouy-sur-Morin est la seule usine à fabriquer du papier pour les cartes grises, les billets, les chèques ou les passeports français. Et bien cette entreprise unique en son genre est en liquidation et va mettre sur le carreau 240 personnes.

Selon les salariés 250 M€ auraient été versés par l'Etat à l'ancien propriétaire, le papetier Sequana, qui a revendu en avril 2018 le site à un fonds d'investissement suisse. « *Paradoxalement, on ferme une usine blindée de commandes mais nous n'avons plus d'argent pour acheter les matières premières, car les caisses ont été vidées* » Ah, les joies du capitalisme !

Rapide bilan de Davos. Créé il y a près de cinquante ans, le forum a pour idéal un monde ouvert, partageant les mêmes valeurs démocratiques. Cette 49^e édition a montré tout le contraire : l'absence des Etats-Unis, symbolique d'un retrait des affaires du monde, laisse un vide. Les grandes causes mondiales (lutte contre le dérèglement climatique, régulation financière et numérique, inégalités, etc.) sont reléguées au second plan, au profit de la défense des intérêts nationaux.

Un sentiment domine : la rivalité entre les deux grands, l'Amérique et la Chine, leur guerre commerciale et technologique peut à tout moment dégénérer et plonger le monde dans une crise aiguë.

Ce sont les retraites qui représentent le poste le plus important pour notre pays, avec 13,9 % du PIB (8 % du PIB en moyenne dans les pays de l'OCDE), juste derrière la Grèce et l'Italie. Mais c'est en termes de dépenses de santé publique que la France se distingue, avec 8,8 % de son PIB consacré à ce secteur, devant les États-Unis (8,5 %) et l'Allemagne (8,1 %).

Record de création d'entreprises en France en 2018 qui s'élève à 691 300. Il s'explique par une progression de 28 % des micro-entreprises, créées en 2009 et dotées de contraintes administratives allégées, mais aussi des entreprises individuelles classiques (+ 20 %) selon l'Insee.

Jean-Pierre Thomas, ancien député des Vosges, président de Thomas Vendôme Investment, a démissionné de la présidence du groupe russe Rusal. Ce départ, exigé par les Etats-Unis pour lever leurs sanctions contre l'entreprise, intervient moins d'un mois après la nomination de Jean-Pierre Thomas.

Culture / médias

Le très grand musicien qu'était Michel Legrand est mort dans la nuit du 25 janvier à l'âge de 86 ans. C'était un génial touche à tout, de la chanson de variété (Salvador, Nougaro, Sinatra, Boris Vian, etc) au jazz (Dizzy Gillespie, John Coltrane, Bill Evans) en passant par le cinéma qui l'a beaucoup sollicité (Verneuil, Carné, Godart, Varda et les Américains). Sans compter ses talents d'arrangeur.

En difficulté financière, le quotidien communiste *L'Humanité* a été placé «sous la protection du tribunal de commerce de Bobigny». C'est ce qu'a annoncé le 25 janvier au soir son directeur Patrick Le Hyaric. Le quotidien n'en possède pas moins de 200 salariés qui vont être payés via le régime de garantie des salaires (AGS).

Alors que le fameux guide Michelin vient de retirer une étoile à Marc Veyrat et à l'alsacien Marc Haeberlin, Gwendal Poullenne, nouveau patron du Guide s'est réjoui de la place donnée « aux femmes, à la jeunesse et à la diversité ». Un Guide politiquement correct en sorte.

Grand dégraissage dans le service public. A France Télévisions, deux mille personnes (sur 9 600 salariés) sont appelées à partir d'ici à 2022. Des départs volontaires, non remplacés, avant la création de 1 000 nouveaux postes. La direction veut surtout convaincre les sexagénaires de prendre leur retraite. Sont notamment visés deux baltringues qui nous gonflent depuis longtemps, Nelson Monfort et le tiers-mondiste sportif Patrick Montiel.

Bigre, un prix qui va à quelqu'un qui le mérite. L'historien Emmanuel Waresquiel a reçu le prix des Deux Magots pour son ouvrage *Le temps de s'en apercevoir* (L'Iconoclaste), un texte

autobiographique où le spécialiste de la Révolution française livre ses réflexions sur le temps présent.

Le Figaro, *Le Parisien* et *Le Monde* sont les titres ayant bénéficié le plus des aides à la presse sur la période 2012-2017, d'après des données du ministère de la culture. De 2012 à 2017, *Le Figaro* a récolté un total cumulé de 68,1 millions €, tandis que *Le Parisien* a obtenu 64,7 millions €.

Ils sont suivis par *Le Monde* (64,5 millions €), *Ouest-France* (49,3 millions €) et *Libération* (46,9 millions €), puis le groupe Bayard presse, qui édite *La Croix* (43,3 millions €), tandis que la société éditrice de *L'Humanité* a récolté près de 30,6 millions €. Plus t'es gros plus tu palpes !

Philippe de Villers, le Filochard de la politique, prend une nouvelle fois la plume dans un ouvrage à paraître, *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu* (Fayard) où il dénonce les Jean Monet, Robert Schuman et Wazlter Hallstein d'avoir organisé « une Europe aux ordres des Etats-Unis ».

L'industriel Iskandar Safa (chantier naval CMN à Cherbourg, *Valeurs actuelles*) a mandaté Yves de Gaulle, petit-fils du général et ancien président de la Compagnie nationale du Rhône, pour mener les négociations en vue de la prise de contrôle de *Nice Matin*.

Europe

Union européenne. La Commission européenne a engagé une procédure d'infraction contre l'Autriche pour sa réforme controversée des allocations familiales, qui minore les montants versés aux travailleurs étrangers dont les enfants vivent hors du pays.

Angleterre. On écrit beaucoup dans la presse française sur les conséquences du Brexit pour les entreprises des deux côtés de la Manche. En fait, on ne sait pas du tout ce qui va se passer. Mais certaines entreprises anglaises anticipent, comme le groupe Dyson qui vient de déplacer son siège à Singapour. Il faut dire que ses principaux prestataires sont asiatiques.

La chambre de commerce britannique a ainsi indiqué au quotidien *The Guardian* que 35 entreprises ont lancé leur plan pour déplacer leurs opérations hors du Royaume-Uni ou ont commencé à stocker des produits pour faire face au dérèglement des échanges qu'un Brexit sans accord avec l'organisation européenne pourrait engendrer.

Espagne. C'est le pays de la zone euro qui devrait afficher les meilleures performances économiques cette année et l'an prochain, selon les prévisions de croissance révisées du FMI. L'institution anticipe ainsi une hausse du PIB espagnol de 2,2 % et 1,9 % en 2019 et 2020.

International

Chine. Le programme d'investissement chinois dans les nouvelles technologies Made in China 2025 (MIC25) alimente fantasmes et polémiques en Occident. Beaucoup y voient même la cause véritable de la guerre commerciale lancée par les Etats-Unis contre la Chine. Toutefois la disparition de MIC 25 est peu probable tant elle est consubstantielle au « rêve chinois » du président Xi Jinping : faire de la Chine la première puissance mondiale à l'horizon 2050.

Pékin ne se contente pas de proposer aux PME de se moderniser ; il fixe des objectifs très précis secteur par secteur qui, pour être atteints, peuvent passer par des acquisitions de technologies étrangères. D'où les critiques en Occident.

Les révélations, mi-décembre 2018, par le *Wall Street Journal*, que Pékin pourrait prochainement ouvrir certains secteurs à des industriels occidentaux font craindre aux Européens un scénario noir : un accord destiné à mettre fin à la guerre commerciale entre Washington et Pékin, qui inclurait quelques concessions à des entreprises américaines.

Etats-Unis. Face aux perturbations de tous ordres (notamment une gigantesque pagaille dans les aéroports) découlant de la paralysie budgétaire d'un quart des ministères et administrations fédérales, à la colère des 800 000 fonctionnaires privés de salaires depuis fin décembre et à une pression politique grandissante, Donald Trump a dû mettre fin au « shutdown » le plus long de l'histoire américaine.

Mais Trump n'a pas dit son dernier mot et tient dur comme fer à son mur frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. En agitant la menace de déclarer l'état d'urgence si un accord n'était pas trouvé pour le financement de son mur d'ici le 15 février, Trump prépare sa deuxième offensive. Certes ce n'est pas la première fois que Trump brandit cette menace — qui provoquerait à coup sûr un chaos politique —, mais ses adversaires auraient bien tort de ne pas s'y préparer.

La guerre fait rage. Depuis plusieurs mois dans le viseur des Etats-Unis et de leurs proches alliés, qui l'accusent d'être une menace à leur sécurité nationale, le géant chinois, Huawei, premier équipementier mondial de télécommunications et numéro 2 du smartphone (derrière Samsung et devant Apple), est désormais officiellement sous le coup d'inculpations par la justice américaine

C'est une négociation à 323 milliards de dollars (282 milliards d'euros), soit le montant du déficit commercial américain dans ses échanges avec la Chine en 2018. Durant deux jours, ces 30 et 31 janvier, une délégation chinoise va conduire des discussions à Washington pour tenter de définir une nouvelle règle du jeu dans les relations commerciales entre les États-Unis et la Chine.

La tête de la délégation américaine est confiée à Robert Lighthizer, le ministre du commerce, âgé de 71 ans, qui a alterné durant sa carrière entre des postes politiques et de grands cabinets d'avocats. Sous Reagan, il avait négocié une vingtaine d'accords commerciaux. Le négociateur commercial en chef de Pékin est le vice-premier ministre, Liu He, 67 ans. Il a fait toute sa carrière dans le sillage de Xi Jinping dont il est l'un des hommes de confiance.

COMMENT EXPLIQUER LA FRAGILITÉ DES OPPOSITIONS À MACRON ?

PAR PASCAL PÉRRINEAU*

La fonction d'opposition est essentielle en démocratie car elle garantit que le pluralisme est plus qu'un principe, qu'il est une pratique qui offre au peuple, en permanence, une alternative au pouvoir en place et à la majorité qui le soutient. Dans la France d'aujourd'hui, Emmanuel Macron a été élu le 7 mai 2017 par 66,1% des suffrages exprimés, soit plus de 20 millions d'électeurs, et sa majorité législative, investie par 49 % des suffrages exprimés au second tour, soit 9 millions d'électeurs.

Les oppositions ont été, d'une part, nettement battues et, d'autre part, incroyablement éclatées. Dix-neuf mois plus tard, le président et sa majorité sont menacés par un fort et durable mouvement de contestation qui s'exprime à la fois dans la rue et dans les sondages, avant, on le verra, de s'exprimer éventuellement dans les urnes. Même si la cote de popularité du président de la République remonte légèrement (31 % d'opinions positives dans le sondage BVA réalisé les 23 et 24 janvier pour Orange, RTL et *La Tribune*), il est aujourd'hui au même niveau que François Hollande au même moment de son mandat, et 64% des personnes interrogées continuent à approuver le mouvement des « gilets jaunes ».

La situation présidentielle n'est donc pas très enviable. Dans les sondages d'intentions de vote pour les élections européennes de mai 2019, la liste de La République en marche capitalise entre 22,5 % et 23,5 % des intentions (sondage Elabe réalisé les 22 et 23 janvier pour BFMTV). Le désamour touche profondément le pouvoir en place, même si le parti qui le soutient semble « faire de la résistance ».

La construction de l'opposition sous la Ve République

Traditionnellement, sous la Ve République, lorsque le pouvoir en place connaissait l'impopularité, l'opposition reprenait de la force et se construisait en alternative crédible. Tel a été le cas pour la gauche sous Valéry Giscard d'Estaing, de la droite sous François Mitterrand et encore de la gauche sous Nicolas Sarkozy. L'alternative a pu parfois se construire à partir de transfuges plus ou moins critiques des majorités en place (Nicolas Sarkozy sous Chirac, Emmanuel Macron sous Hollande) La grande nouveauté aujourd'hui est qu'aucune alternative issue de l'opposition ou des marges de la majorité ne semble se dessiner. Un pouvoir profondément affaibli peut alors tirer sa force de cette incapacité de l'opposition à s'ériger en alternative crédible. La force d'un camp n'est plus alors due à ses propres talents mais plutôt à la faiblesse de ses adversaires. Tel semble bien être le cas en ce début d'année 2019 où pourtant le pouvoir a été soumis à de rudes assauts de la part de la rue et de la démocratie d'opinion. Plutôt que d'ouvrir un « boulevard » aux oppositions, cette fragilité du pouvoir révèle la fragmentation des oppositions et leur manque de crédibilité. Sans oppositions fortes et sans corps intermédiaires reconnus, le pouvoir se retrouve trop souvent face à la rue. Interrogés dans la première quinzaine de janvier sur la capacité des oppositions à « mieux faire » que le pouvoir en place, ce ne sont que 14 à 22% des Français interrogés qui accordent à l'un des quatre partis d'opposition (LFI, PS, LR, RN) cette qualité. Le Rassemblement national tire un peu mieux son épingle du jeu que les autres, mais 45 % des Français considèrent qu'il ferait « moins bien » et 33 % qu'il ne ferait « ni mieux ni moins bien ».

La performance des partis d'opposition porteurs d'une « culture de gouvernement » (PS, LR) est particulièrement faible, et ces deux partis ne semblent pas encore revenus de l'effondrement qui a été le leur il y a dix-neuf mois. 18 % seulement des personnes interrogées pensent que Les Républicains feraient « mieux », 60% « ni mieux ni moins bien », 22 % « moins bien ». La tâche de reconstruction de la crédibilité est immense pour le grand parti de gouvernement de la droite française. Pour l'instant, la crédibilité de ces partis de gouvernement n'est significative que dans quelques populations trop circonscrites : les personnes âgées pour Les Républicains, les jeunes pour le PS. Il leur reste à reconquérir un « peuple » davantage séduit aujourd'hui par les forces de la protestation.

Mélenchon et Le Pen I forts « chez eux », Wauquiez et Faure distancés à domicile

Au-delà des forces collectives que sont les partis, les personnalités susceptibles d'incarner la relève ne se portent pas mieux. Tout au contraire, le clivage entre l'opposition protestataire et l'opposition « raisonnable » se creuse. Si 29 % et 23 % des personnes interrogées apprécient Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, elles ne sont que 16% et 8% à faire de même pour Laurent Wauquiez et Olivier Faure. Jusqu'au cœur même de leur électorat, ces deux derniers leaders ne parviennent pas à s'imposer : seuls 31 % des électeurs ayant choisi François Fillon en 2017 ont un jugement favorable à Laurent Wauquiez, seuls 21% des électeurs ayant choisi Benoît Hamon font de même à l'égard d'Olivier Faure.

En revanche, les leaders protestataires que sont Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon sont populaires « chez eux » et impopulaires dès que l'on quitte le cercle des « fidèles ». Cette faiblesse des responsables du PS et de LR parmi leurs troupes « naturelles » est évidente quand on regarde chez les sympathisants de ces deux formations quels sont les leaders les plus populaires. Alors que Jean-Luc Mélenchon arrive nettement en tête chez les sympathisants de La France insoumise et Marine Le Pen chez ceux du Rassemblement national, Laurent Wauquiez n'arrive qu'en 9^e position, très loin derrière Nicolas Sarkozy, François Baroin ou encore Alain Juppé. Quant à Olivier Faure, il se situe... en 23^e position, à des années-lumière de Nicolas Hulot, Jack Lang ou encore Ségolène Royal. Si la faible crédibilité d'un parti d'opposition se double d'une grande difficulté du leader à exister dans sa propre famille, la tâche de reconstruction d'une opposition devient très difficile.

L'impossible rassemblement des oppositions

Pour l'instant, toutes les oppositions ont une faible crédibilité, certaines ont un chef reconnu, d'autres n'ont même pas cette « ressource ». Reste le problème lourd de l'éclatement des oppositions et de leur incapacité pour l'instant à structurer des rassemblements

de forces politiques diverses pouvant prétendre collectivement à la relève. Face à Valéry Giscard d'Estaing, les forces de gauche s'étaient unies dans une « union de la gauche » qui deviendra majoritaire en 1981. Face à François Mitterrand, les partis de droite et du centre s'étaient unis pour constituer une force d'alternance majoritaire en 1993 et 1995. Face à Nicolas Sarkozy, le PS, les radicaux de gauche et les écologistes avaient rassemblé leurs forces pour permettre la victoire de François Hollande en 2012. En 2019, l'opposition est totalement éclatée et aucun pôle de celle-ci n'est en position d'agir comme élément fédérateur d'une coalition pouvant prétendre rassembler une majorité. Nombre de Français sont capables de se mettre d'accord sur ce qu'ils rejettent, mais les mêmes n'ont pas pour l'heure la capacité à soutenir une dynamique de rapprochement des oppositions entre elles.

La France insoumise ne veut plus d'une union de la gauche qui a couvert, selon elle, trop de compromis et de « trahisons ». L'alliance des extrêmes (La France insoumise et

Rassemblement national) semble rester un vœu pieux qui se heurte aux cultures différentes dont sont porteurs ces deux mouvements. Le Rassemblement national ne parvient même pas à se mettre d'accord avec son allié de quelques jours Debout la France. Les Républicains n'ont plus de partenaires centristes ou de droite modérée, puisque nombre de ceux-ci ont été préemptés par La République en marche...

Du fait de cette situation, un pouvoir en grande difficulté a encore quelques marges de manœuvre devant lui. Même si, faute d'oppositions politiques crédibles et légitimes, il se heurte à l'opposition de la rue et à la défiance profonde de la société.

Le « grand débat national » qui vient de s'engager traduira-t-il la dureté des oppositions et l'ampleur de la défiance, ou dessinera-t-il les voies d'un nouveau « compromis à la française » ? Il est trop tôt pour apporter une réponse à cette question essentielle. Laissons, en pleine liberté et indépendance, les citoyens français choisir leur voie.

() Pascal Perrineau chercheur au Cevipof. Il a été désigné par le président du Sénat comme l'un des cinq garants du débat national.*

Source : le figaro 30/01/2019

Sites à consulter

TVLibertés

[Michel Drac sur les gilets jaunes](#)

[adresse du site sur le grand débat](#)

[Alain de Benoist. Son dernier ouvrage contre le libéralisme](#)

Journées de lecture

Contre le libéralisme, la société n'est pas un marché, par Alain de Benoist, ed. du Rocher, 352 p., 19,90 €

Une société libérale est une société où dominant la primauté de l'individu isolé, l'idéologie du progrès, l'idéologie des droits de l'homme, l'obsession de la croissance, la place disproportionnée des valeurs marchandes, l'assujettissement de l'imaginaire symbolique à l'axiomatique de l'intérêt. Ce livre se propose d'aller à l'essentiel, au cœur de l'idéologie libérale, à partir d'une analyse critique de ses fondements, c'est-à-dire d'une anthropologie essentiellement fondée sur l'individualisme et sur l'économisme – celle de l'*Homo oeconomicus*.

Arthur de Gobineau, par Jacques Bessler, collection Qui suis-je ? Pardes ed., 128 p. 12 € - diffusé par Chiré

Il n'y a plus grand monde pour lire ce pavé – le plus souvent mal interprété – qu'est *l'Essai sur l'inégalité des races humaines* (les livres 1 à 6 sont disponibles en PDF sur internet). En revanche, le romancier que fut Gobineau le classe d'emblée parmi les grands auteurs de notre littérature. *Le Prisonnier chanceux*, *Mademoiselle Irnois*, etc., sont des chefs d'œuvre. Et rien ne vaut une bonne introduction à la vie et l'œuvre de notre auteur que Jacques Bessler nous propose.